

EDITORIAL

« La contribution du Japon en faveur de la paix et la stabilité dans la région du Sahel »

En ce début de nouvelle année, j'ai l'honneur de m'adresser à vous tous, participants à la Coalition pour le Sahel, pour porter à votre connaissance qu'en réponse à l'appel des pays partenaires, le Japon a décidé de se joindre à la Coalition.

Au cours des deux derniers mois de décembre 2020 et de janvier 2021, le ministre japonais des affaires étrangères Toshimitsu MOTEGI a effectué deux tournées successives sur le continent de l'Afrique, se rendant au total dans six pays africains. Elles lui ont fourni des occasions pour réitérer la détermination du Japon à contribuer à la paix et la stabilité de l'Afrique sous la bannière d'une « nouvelle approche pour la paix et la stabilité en Afrique (NAPSA) ». Annoncée lors de la 7e Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 7) tenue en août 2019 à Yokohama, cette approche japonaise vise à identifier les causes profondes des conflits et du terrorisme en Afrique et de soutenir notamment le renforcement des institutions des pays africains et de leur gouvernance, et ce dans le respect de l'appropriation par eux-mêmes.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous présenter les programmes de la NAPSA en me référant à chacun des quatre piliers de la Coalition.

Bien qu'une intervention militaire ne soit pas envisagée de la part du Japon en matière de « lutte contre les groupes armés terroristes dans les pays du G5 » qui constitue le premier pilier de la Coalition, le Japon entend contribuer au deuxième pilier de celle-ci portant sur « le renforcement des capacités militaires des Etats de la région ». En effet, le Japon soutient le renforcement des capacités des pays du Sahel à travers l'assistance pour les centres de formation des opérations de maintien de la paix en Afrique, y compris l'école de maintien de la paix au Mali. Dans cette optique s'inscrivent également différents projets que le Japon met en œuvre de concert avec les Nations Unies pour le déploiement rapide de moyens logistiques pour le maintien de la paix de l'ONU.

Par rapport au troisième pilier qui concerne « l'appui au retour de l'Etat et des administrations sur le territoire », le Japon contribue à la formation des personnes dans

les domaines juridique, policier et sécuritaire. Cette contribution s'étend aussi dans le domaine de la santé, étant donné que la propagation du COVID-19 met en exergue la vulnérabilité du système médical et sanitaire des pays africains.

S'agissant enfin du quatrième pilier, « l'aide au développement », le Japon continuera à apporter des appuis en vue de résoudre divers problèmes humanitaires et de développement au Sahel. Dans le contexte actuel, le Japon attache de l'importance à la lutte contre le COVID-19, tout en faisant valoir de nombreux projets de coopération que le Japon a continué à réaliser constamment dans le processus de la TICAD pour promouvoir la couverture sanitaire universelle en Afrique. Le Japon soutient également les formations professionnelles afin d'aider les jeunes à obtenir un emploi, contribuant ainsi à la prévention de leur radicalisation.

Avant de terminer, je tiens à rendre hommage à la détermination ferme des pays du G5 Sahel et des pays et institutions concernés qui se réunissent au sein de la Coalition, à lutter ensemble contre les terroristes qui menacent la paix et la stabilité de la région du Sahel.

La coopération internationale est primordiale en vue de surmonter la double crise du COVID-19 et du terrorisme et de bâtir une société résiliente et inclusive dans la région du Sahel. Dans cette perspective, la Coalition fournira certainement une plate-forme utile pour rassembler de manière flexible divers efforts des pays et institutions concernés.

La Coalition, qui suggère une approche holistique qui ne se limite pas à l'aspect militaire, a une résonance avec la NAPSA japonaise. En tant que nouveau membre de la Coalition, le Japon compte s'associer à différentes activités de celle-ci, tout en déployant ses propres efforts.

Koji YONETANI

Directeur général des affaires africaines, ministère des Affaires étrangères du Japon

58^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO

23 janvier 2021

La cinquante-huitième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue le 23 janvier 2021 par visioconférence, sous la présidence de S. E. M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, Président en exercice de la Conférence. Pour plus d'informations, consultez le [communiqué final du Sommet](#).

Visite de Jean-Pierre Lacroix au Mali

Visite de Jean-Pierre Lacroix au Mali - Audience avec le Président et le Vice-Président de la Transition

21 janvier 2021

Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix de l'ONU et Mahamat Saleh Annadif, Chef de la MINUSMA ont été reçus ce 21 janvier, par le Vice-président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta. La mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation ainsi que la situation sécuritaire dans le pays ont dominé les échanges qui se tiennent dans le cadre de la visite officielle de Jean-Pierre Lacroix au Mali.

Saluant les progrès constatés au Mali, le chef des opérations de paix réaffirme le plein soutien de l'ONU

Au terme d'une visite de cinq jours au Mali, Jean-Pierre Lacroix, s'est félicité des avancées concrètes qu'il a pu constater, tout en soulignant les tâches « importantes et prioritaires » qui demeurent dans le cadre de l'agenda « très chargé » de la transition.



Source : MINUSMA



Source : MINUSMA

Cérémonie d'hommage aux quatre Casques bleus ivoiriens décédés à Tombouctou

19 janvier 2021

En début d'après-midi, Jean-Pierre Lacroix, Mahamat Saleh Annadif et le Commandant des Casques bleus, le Général Dennis Gyllensporre, accompagnés des ministres maliens de la Réconciliation nationale, le Colonel Major Ismaël Wague et Zeïni Moulaye des Affaires étrangères, des ambassadeurs de République de Côte d'Ivoire et du Royaume-Uni au Mali, ainsi que des officiers supérieurs des forces armées ivoiriennes et maliennes, ont rendu hommage aux quatre Casques bleus ivoiriens, décédés à Tombouctou au service de la paix au Mali. Cet hommage s'est déroulé au monument aux morts du Quartier général de la MINUSMA, en présence d'officiels civils et en uniforme de la Mission de paix de l'ONU au Mali, en nombre restreint afin de respecter les mesures sanitaires de prévention.

Actualités du Secrétariat de la Coalition

L'Envoyé spécial de la France pour le Sahel et Secrétaire Général (SG) de la Coalition pour le Sahel, l'Ambassadeur Frédéric Bontems, s'est rendu en mission à Bruxelles du 20 au 21 janvier 2021. Il a eu l'occasion d'échanger avec le Service européen pour l'Action Extérieure (SEAE), le Cabinet du HR/VP, la DG INTPA (ex DG DEVCO), le Comité de Politique et de Sécurité (COPS) et les délégués du groupe Afrique (COAFR), l'Unité de Coordination de l'Alliance Sahel et le Secrétariat du Partenariat pour la Sécurité et la Stabilité au Sahel (P3S). Ce déplacement avait pour objectif d'assurer le suivi du déménagement du Secrétariat de la Coalition pour le Sahel à Bruxelles, ainsi que de poursuivre la préparation du Sommet de N'Djamena. Cette mission a permis de préciser la séquence des prochaines échéances sur le Sahel prévues à l'agenda international (nomination du nouveau SG de la Coalition ; Sommet de N'Djamena ; ministérielle de la Coalition et Sommet de la Coalition) ; de faire de la pédagogie sur le fonctionnement du secrétariat de la Coalition pour le Sahel auprès des institutions européennes et des Etats membres de l'Union européenne ; d'insuffler une dynamique pour que l'UE en puissance au niveau de son rôle de pilotage du P3S, notamment sur le terrain via les délégations de l'UE (DUE) pour assurer le retour effectif de l'Etat et des services publics de base.

L'Envoyé spécial s'est entretenu avec la Coalition citoyenne pour le Sahel sur les recommandations du rapport de la Commission nationale des droits humains du Niger (CNDH) à la suite des allégations d'exactions commises par les forces de défense et de sécurité entre le 27 mars et le 6 avril 2020 sur 102 civils dans la province d'Ayorou.

La République tchèque réitère son engagement pour la cause sahélienne avec le versement, en décembre 2020, d'une contribution d'un million et demi de couronnes tchèques (environ 53 000€) au budget de fonctionnement du Secrétariat de la Coalition pour le Sahel. La République tchèque est ainsi le premier partenaire à apporter un appui financier à la Coalition pour le Sahel.

AGENDA

Février 2021

Journée d'étude de l'AFD et webinaire hors-série de la Coalition sur le Sahel sur la question « Appuyer le retour de l'État au Sahel ? Les défis de l'intervention internationale à la lumière des enseignements du statebuilding »

1^{er} et 2 février 2021

L'AFD a organisé les 1^{er} et 2 février une journée d'étude sur la thématique de l'appui au retour de l'État, rassemblant chercheurs et praticiens pour déconstruire les prénotions, proposer une réflexion croisée et aller vers des conclusions opérationnelles susceptibles d'influencer les pratiques internationales. Faire revenir l'État après un conflit est un enjeu majeur dans les stratégies d'intervention en zones de conflit ou de fragilité : Mali, Niger, Burkina Faso au Sahel, Afghanistan, Irak, RCA, mais tous connaissent les difficultés du statebuilding. Au Sahel, les difficultés de l'intervention internationale sont souvent interprétées comme la conséquence d'un défaut de retour d'État, après les opérations militaires. Cette journée d'étude a visé à questionner cette assertion, à la lumière des enseignements tirés du statebuilding et des interventions des années 1990 et 2000 dans d'autres régions du monde, des trajectoires spécifiques des pays du Sahel, des dynamiques locales et des enjeux de l'intervention internationale de stabilisation et de développement.

Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État du G5 Sahel

15 et 16 février 2021

Le Sommet des Chefs d'Etat du G5 Sahel se tiendra les 15 et 16 février 2021 à N'Djamena (Tchad). Idriss Déby, Président de la République du Tchad a accepté que le sommet intègre une séquence « Pau + 1 » et le Président de la République Française a commencé une série d'entretiens avec ses homologues du G5 Sahel : il a d'ores et déjà reçu à Paris les présidents mauritaniens (13 janvier 2021) nigérien (15 janvier 2021) tchadien (19 janvier 2021), ainsi que le président de la transition malienne Bah N'Daw (26 janvier). Roch Marc Christian Kaboré devrait être reçu à l'Elysée ces prochains jours.

Webinaire de la Coalition pour le Sahel sur le P3S avec comme invités Pierre-Yves Boissy (P3S) et Charline Rangé (AFD)

18 Février 2021

Pour la quatrième édition des webinaires de la Coalition pour le Sahel, nous aurons le plaisir de recevoir Pierre-Yves Boissy, Secrétaire Général du Partenariat pour la Sécurité et la Stabilité au Sahel (P3S), ainsi que Charline Rangé, docteure en géographie et experte de la question sahélienne. Nos deux invités aborderont le plan d'action et les défis à relever par le P3S au lendemain de son opérationnalisation et dans la perspective des conclusions du Sommet du G5 Sahel à N'Djamena.

Pilier 1. Lutte contre les groupes armés terroristes dans les pays du G5



Source : ministère français des Armées

Force Barkhane

Les autorités militaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont visité le poste de commandement avancé de l'opération Barkhane à Gao

Le 13 janvier 2021, la force Barkhane a accueilli une délégation d'autorités des forces armées sahéliennes sur la base de Gao. Le chef d'Etat-major de l'Armée de terre malienne, accompagné du sous-chef d'Etat-major chargé des opérations à l'Etat-major des armées, le général commandant la Force conjointe du G5 Sahel (FCG5 Sahel), le sous-chef opérations de l'Etat-major des armées burkinabées ou encore le chef d'Etat-major de l'armée de Terre nigérienne ont répondu présents. Ils ont ainsi pu échanger sur le déroulé de l'opération conjointe en cours dans laquelle leurs soldats sont engagés et réfléchir ensemble aux futures opérations.

L'opération Barkhane forme les FAMa à Hombori (Gourma)

Durant plus de trois semaines, au sein du camp des Forces armées maliennes (FAMa) de Hombori, le Groupement tactique désert *Lamy* a effectué un entraînement conjoint avec ses homologues maliens du 33^e Régiment de commandos parachutistes de Bamako et du 62^e Régiment d'infanterie de Sévaré. L'objectif de ce partenariat de combat est à la fois ambitieux et audacieux : c'est le début d'un cycle de coopération qui vise à engager conjointement des compagnies maliennes et françaises dans une opération majeure contre les groupes armés terroristes.

Forces Armées Maliennes

Opération Maliko-Théâtre Centre-Secteur 5, les FAMa à pied d'œuvres pour des récoltes sécurisées

Les FAMa du détachement du secteur 5 se sont mobilisés auprès des paysans pour sécuriser les travaux champêtres dans le cercle de Niono. Les populations de certaines localités du cercle de Niono sont privées de leurs champs depuis un certain temps par les terroristes. Ces Groupes armés terroristes ont brûlé des hectares de champs et tué des civils dans ces localités. Ces attaques ont poussé bon nombre de citoyens à abandonner leur résidence. Face à cette menace terroriste, les FAMa ont organisé du 22 au 23 janvier 2021, une mission de sécurisation des récoltes dans lesdites localités a permis aux cultivateurs de faire les travaux champêtres dans la quiétude.



Source : Forces Armées maliennes

Attaque des emprises FAMa de Boulikessi et Mondoro

Dans la nuit du 23 au 24 janvier 2021, les camps des forces armées maliennes (FAMa) de Mondoro et de Boulikessi, situés tous deux à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, ont fait l'objet d'une attaque simultanée. Face à un ennemi décidé à entrer dans les deux emprises, les FAMa ont tout de suite pris l'ascendant sur leur adversaire et ont tenu leur position appuyés notamment par leur Tucano. Moins d'une heure après l'alerte donnée par les FAMa, la force Barkhane a déclenché une patrouille d'hélicoptères Tigre qui s'est rendue sur place afin d'appuyer les FAMa. En parallèle, une patrouille de Mirage 2000 a survolé les deux emprises. Rapidement, les Tigre ont engagé le combat sur une colonne ennemie à Boulikessi, neutralisant une dizaine de GAT à motos. Au petit matin, l'ennemi s'étant débandé, Barkhane a déclenché une évacuation médicale au profit des blessés FAMa de Boulikessi, appuyée par un Tigre. Le bilan côté FAMa est de 6 morts et 18 blessés. Parmi les blessés de l'emprise, la Force Barkhane en a pris en charge deux, les autres étant pris en compte par la MINUSMA ou par les FAMa. Stabilisés à l'Antenne de réanimation et de chirurgie de sauvetage (ARCS) de Gossi, ils ont été amenés à l'hôpital militaire de Gao en milieu de journée. Du côté ennemi, à Boulikessi, ce sont plusieurs dizaines de GAT qui ont ainsi été neutralisés, 2 pick-ups et 5 motos ont été détruits. De plus, 40 motos y ont également été saisies. Le bilan ennemi de Mondoro demeure quant à lui à consolider, mais on compte pour l'heure 7 motos saisies. Pour plus d'informations, consultez [le communiqué](#) du chef d'État-major des Armées maliennes.



Tweet épinglé



Maman Sambo Sidikou @SidikouMaman · 16h

...

#Mali: Nous condamnons fermement la double attaque terroriste perpétrée ce dimanche dans la région de Mopti, à Boulikessi et Mondoro, contre un poste de la Force conjointe **#G5Sahel** et des FAMa.

Lien:



Forces Armées Maliennes @FAMa_DIRPA · 18h



COMMUNIQUE DU CHEF D'ETAT-MAJOR GENERAL DES
#ARMEES

1

4

7



[Afficher cette discussion](#)

Attaques à Tchombangou et Zaroumdareye au Niger

Déclaration de la porte-parole du gouvernement français (2 janvier 2021)

La France condamne avec la plus grande fermeté les attaques perpétrées samedi au Niger dans les villages de Tchombangou et Zaroumdareye, qui ont causé la mort de plusieurs dizaines de civils et fait de nombreux blessés. Elle présente ses condoléances aux familles des victimes et au peuple nigérien et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Les responsables de ces crimes odieux doivent être traduits en justice. Avec l'ensemble des partenaires de la Coalition pour le Sahel, la France se tient aux côtés du Niger dans la lutte contre le terrorisme.

MINUSMA

Protection des civils : à Gao, la MINUSMA reçoit le renfort des Forces armées du Royaume-Uni

En décembre 2020, un premier contingent des forces armées du Royaume-Uni est arrivé en Mali pour soutenir et renforcer la contribution de la MINUSMA à la protection des civils de la région de Gao. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, le Royaume-Uni s'est engagé à un déploiement de trois ans dans le cadre de la MINUSMA, rejoignant ainsi les 59 autres nations qui contribuent déjà à la Mission.

Dans sa lettre semestrielle du 23 décembre (S/2020/1282), le SGNU note l'augmentation de la cadence des opérations de la MINUSMA ainsi que la nette amélioration de sa coordination avec les forces de sécurité et de défense maliennes. Il estime que l'Instance de coordination au Mali a confirmé son efficacité. La mise en œuvre du plan d'adaptation s'est poursuivie, mais elle se trouve retardée par les restrictions imposées par la pandémie. Le SGNU déplore enfin le manque persistant de moyens de la MINUSMA, qui entrave son bon fonctionnement (notamment, moyens aériens et équipes chirurgicales à l'appui de son équipe spéciale mobile). Le Conseil de sécurité s'est réuni le 13 janvier 2021 pour évoquer la situation au Mali.

Le 13 janvier 2021, au cours d'une opération de sécurité, une compagnie de la MINUSMA a heurté des IED avant d'être la cible de tirs, dans la région de Tombouctou. La riposte a permis de repousser les assaillants mais les rapports préliminaires indiquent que cette attaque a causé la mort de 4 Casques bleus, 5 autres ayant été blessés. Le même jour se tenait la réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Mali : les échanges ont témoigné d'un certain optimisme sur les perspectives de la transition, ainsi que des fortes attentes des membres du Conseil en matière de réformes et de mise en œuvre de l'Accord de paix. Le Niger, s'exprimant au nom du A3+1 (Saint-Vincent-et-les-Grenadines), a relancé le débat sur le soutien à la FC-G5S, en indiquant souhaiter le retirer du mandat de la MINUSMA pour créer un bureau de soutien spécifique pour la FC-G5S (financé sur le budget régulier des opérations de maintien de la paix ou, à défaut, par des contributions volontaires)

Vous avez retweeté



Frédéric Bontems
@BontemsFrederic

" Avec l'ensemble des partenaires de la Coalition pour le Sahel, la France se tient aux côtés du #Niger dans la lutte contre le terrorisme. "

France Diplomatie @francediplo · 4 janv.

Compte gouvernemental, France

#Niger | La France condamne avec la plus grande fermeté les attaques perpétrées samedi au Niger dans les villages de Tchombangou et Zaroumdareye, qui ont causé la mort de plusieurs dizaines de civils et fait de nombreux blessés.

Déclaration → fdip.fr/hw1yrl8C



11:23 AM · 5 janv. 2021 · Twitter Web App

6 Retweets 14 J'aime



Pilier 2. Renforcement des capacités militaires des Etats de la région

EUTM Mali

La Advisory Task Force a accueilli son nouveau commandant

Le Colonel Vincent Henkinet est le nouveau commandant de la task force consultative intégrée à la Mission européenne de formation (EUTM) au Mali. Le colonel Henkinet, de l'armée belge, a reçu le commandement de la task force consultative le 23 janvier 2021 du colonel David Pawlowski, commandant sortant. Le colonel Henkinet a fait part de ses commentaires après avoir accepté le commandement de la task force consultative : « *Il est certain que j'ai l'intention de continuer à investir dans les très bonnes relations avec la FAMA et dans les efforts réalisés par mon prédécesseur* ». À Strasbourg (France), le colonel Henkinet est employé par EUROCORPS en tant que chef d'Etat-major adjoint de la branche du génie.

Changement de commandement de l'Educational and Training Task Force

Le 22 janvier 2021 à Koulikoro, le colonel Rafael Dengra Tello (Espagne) prenait la tête de l'Educational and Training Task Force (ETTF). Dans son discours, le colonel a souligné le travail de l'Unité de Protection de la Force, la coopération internationale entre les différents membres du contingent et son souci des conditions de vie, du moral et du bien-être du tout le personnel dans le Koulikoro Training Camp.



Source : EUTM Mali



Source : EUTM Mali

Formation des agents du groupe d'intervention de la police nationale à la neutralisation des explosifs (remise à niveau de l'équipe Reco-Nedex) par un formateur EUTM et un expert du service de sécurité intérieure. Cette action s'inscrit dans une démarche de création d'un schéma national d'intervention à la direction générale de la police nationale en cas d'attaque terroriste. Le service de sécurité intérieure est impliqué dans la sélection et le recrutement de 100 agents de renfort à la brigade anti-criminalité de Bamako (lutte contre l'insécurité dans la capitale).

Pilier 3. Appui au retour de l'Etat et des administrations sur le territoire

EUCAP Sahel Niger

Remise de matériel pour le renforcement des capacités de mobilité de la CMCF

Le 14 janvier 2021, la mission EUCAP Sahel Niger a procédé à la remise de matériel destinés à renforcer les capacités de mobilité de la Compagnie Mobile de Contrôle des Frontières (CMCF), en présence du commissaire de police Haro Amman, commandant de la CMCF. Après la pose de la première pierre à Birni N'Konni le 9 octobre 2019, partant d'une volonté commune d'EUCAP Sahel Niger et de l'OIM Niger, la 2^{ème} CMCF a pour objectifs la surveillance ainsi que le contrôle des régions frontalières du Niger tout en contribuant activement à la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et la migration irrégulière. Cet appui technique facilite le travail quotidien des forces en charge de la sécurité dans cette zone frontalière avec le Nigeria. En effet, cette région subit depuis quelques années une grande fragilité sécuritaire, notamment la traite des personnes, le trafic d'armes, de marchandises, de stupéfiants, et d'autres crimes transfrontaliers.



Source : EUCAP Sahel Niger

EUCAP Sahel Niger a une nouvelle cheffe de mission

Antje Pittelkau est officiellement à la tête de la mission depuis le 16 janvier 2021, succédant à Frank Van der Mueren. Présente au Niger depuis 2018, cette fonctionnaire de la police de Berlin a été déployée en tant que cheffe de mission adjointe d'EUCAP Sahel Niger.

Début de formation assurée par le service de sécurité intérieure et EUCAP Sahel Niger au profit de la garde nationale en vue de constituer l'escadron polyvalent de Takanama, inspiré du projet Garsi (Financement de 4,5M€ sur Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne).

Mission d'accompagnement et de contrôle opérationnel du Garsi 2 menée par un expert gendarme français en appui de l'équipe de coordination. Une nouvelle étape a été franchie dans l'opérationnalisation de cette unité.

Présentation, par la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH – autorité administrative indépendante), d'un rapport sur les allégations d'exactions commises, notamment, par les forces de défense et de sécurité. Mise en évidence, sur la base de nombreux témoignages recueillis, que les populations victimes « ne croient plus dans l'Etat » (sic) et éprouvent une grande défiance vis-à-vis des forces de défense et de sécurité. Ces éléments illustrent la nécessité de poursuivre un appui au renforcement de la chaîne pénale, dans les pays du G5 Sahel, et un engagement dans la création et l'opérationnalisation des unités préventives.

Tchad

Poursuite du conflit entre éleveurs et agriculteurs qui a fait une vingtaine de morts dans la région de Tandjilé (Sud du Tchad). Les autorités tentent d'apaiser les tensions et de désarmer les groupes antagonistes au travers d'une structure de médiation (commission mixte de désarmement).

Mali

Une délégation ministérielle à Kidal, la première depuis le changement de régime

Six ministres maliens se sont rendus ce lundi 25 janvier à Kidal, toujours aux mains de l'ex-rébellion pour parler développement et retour de l'État. C'est la première visite à Kidal d'une délégation ministérielle malienne depuis le changement de régime du 18 août dernier. La localité est le fief de l'ex-rébellion depuis plus de huit ans, malgré la signature d'un accord de paix dont l'application est poussive sur le terrain. Six ministres du gouvernement, dont ceux de la Sécurité, de la Santé, de la Réconciliation nationale, des Mines et de l'Énergie font partie de la délégation. Les observateurs notent l'absence du ministre de la Défense parmi les officiels arrivés sur place, un bon signe pour l'ex-rébellion qui a toujours pensé, avec regret, que les problèmes locaux se résument à la Défense et au retour de l'État sur place. En voyant parmi les hôtes de la localité les représentants de la Santé, de l'Énergie et de la Réconciliation, les ex-rebelles n'ont pas caché qu'ils appréciaient que le développement de la région de Kidal soit au cœur des préoccupations de l'État. L'atmosphère est donc plutôt à la détente. Un accueil chaleureux a été réservé aux officiels. La délégation de Bamako a procédé à la pose de la première pierre de la maison des jeunes de Kidal (Source RFI Afrique).

Retour des services de l'Etat à Ménaka

Poursuite de la création d'un centre de secours. Achat des matériels effectué (financement du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français). Livraison en cours des postes médicaux avancés financés par la Direction de la coopération de sécurité et de défense du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français.



EUCAP Sahel MALI a un nouveau Chef de Mission

Le commissaire général Hervé Flahaut, fonctionnaire de la Police Nationale française, a pris ses fonctions le 1^{er} janvier 2021 à la tête de la mission EUCAP Sahel Mali., succédant au général de division Philippe Rio. En France comme à l'étranger, Hervé Flahaut a occupé des postes à responsabilités, notamment au sein de la mission EUCAP Sahel Mali, à la mission de police de l'Union européenne en République démocratique du Congo et à la Planification civile et capacité de conduite à Bruxelles.



United Nations Police @UNPOL · 5 janv.

Le Conseiller @UNPOL @LuisCarrilhoPC et son équipe félicitent et souhaitent la bienvenue à la Générale de division Patricia Boughani (#France) qui vient de prendre ses fonctions en qualité de Cheffe de la Composante de la Police de la @UN_MINUSMA. Bonne Mission ! #A4P



Alexandre Zouev et 4 autres personnes

10

37

138



FOCUS DU MOIS :

L'Alliance Sahel a 3 ans : Réalisations, impacts, défis et perspectives

Par Adrien Haye, Chef de l'Unité de Coordination de l'Alliance Sahel

L'Alliance Sahel a 3 ans. Bien qu'encore jeune, l'initiative lancée en juillet 2017 a connu un succès indéniable, regroupant aujourd'hui une grande part des acteurs de l'aide au développement au Sahel et permettant une coordination renforcée plus que jamais nécessaire au vu des défis auxquels sont confrontés les populations de cette région. Des organes de gouvernance ont été mis en place, sans altérer l'agilité et la flexibilité des origines. Un partenariat solide a été noué avec le G5 Sahel, dont les préoccupations constituent le fondement et le cadre des interventions de l'Alliance. Des modes d'action renouvelés, adaptés aux spécificités et aux contraintes du terrain, ont été conçus et sont en cours de mise en œuvre.

Pour répondre à l'impératif de redevabilité vis-à-vis des partenaires, des bénéficiaires, de l'opinion publique, un rapport sur les résultats atteints en 3 ans d'existence a été élaboré, en partenariat avec la Chaire Sahel de la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI). Ce rapport permet de dresser un bilan de l'action collective de l'Alliance Sahel, de montrer les impacts des projets financés par ses membres, de mettre en lumière les approches innovantes développées.

Il a été officiellement lancé ce **19 janvier 2021** lors d'une conférence digitale sous format original d'émission de webTV, qui a réuni membres, partenaires et bénéficiaires de l'Alliance, ainsi que plusieurs journalistes. Cette conférence a été l'occasion de mettre en avant les acquis et les réalisations de l'Alliance Sahel mais aussi de se pencher sur les défis à relever pour soutenir la construction d'un avenir meilleur pour toutes et tous au Sahel.



**Rapport de
résultats
3 ans de
l'Alliance Sahel**



6 secteurs prioritaires



**ÉDUCATION ET
EMPLOI
DES JEUNES**



**AGRICULTURE,
DÉVELOPPEMENT
RURAL ET
SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE**



ÉNERGIE



**DÉCENTRALISATION
ET SERVICES DE
BASE**



GOVERNANCE



**SÉCURITÉ
INTÉRIEURE**

One Planet Summit

Relance de l'initiative de la Grande Muraille Verte au One Planet Summit

A l'occasion du One Planet Summit qui s'est tenu à Paris le 11 janvier 2021 en présence d'une dizaine de chefs d'Etat et de gouvernement (dont le président mauritanien Ghazouani), les participants ont convenu de relancer l'initiative de la Grande Muraille Verte à travers le programme « Accélérateur de la Grande Muraille Verte » visant à catalyser les efforts financiers des bailleurs. Ces derniers se sont ainsi engagés à hauteur de 14 milliards d'euros sur la période 2021-2025. Pour rappel, cette initiative a pour objectif de lutter contre les effets du changement climatique et de la désertification en Afrique, le long de la bande sahélienne du Sénégal à Djibouti (soit 11 pays dont les pays du G5 Sahel), à laquelle contribue notamment les projets de restauration des terres, d'agroécologie, de gestion durables des ressources naturelles et de résilience des populations (développement rural, énergies renouvelables, pastoralisme, etc.). Dans ce cadre, la Banque mondiale prévoit d'investir plus de 5 milliards de dollars dans les zones arides d'Afrique.



Le Président de la République islamique de Mauritanie Président en exercice du G5 Sahel salue à Paris l'annonce de 10 milliards de dollars débloqués au profit de la Grande Muraille Verte

M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République islamique de Mauritanie a indiqué que la Convention internationale contre la désertification vise à préserver la biodiversité, soulignant que la lutte contre la désertification, l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, la réalisation de la sécurité alimentaire, la promotion de l'emploi des femmes et des jeunes sont au cœur des préoccupations des pays africains sahariens. Le Président mauritanien qui s'exprimait lundi 11 janvier 2021 au sommet de Paris «One Planet Summit», a indiqué que l'initiative de création de la Grande Muraille Verte vise à apporter une réponse aux enjeux actuels de manière à aboutir à un développement durable. Il a en son nom propre et au nom de ses frères chefs d'Etat des pays membres de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte tenu à remercier chaleureusement la France, les Nations Unies et la Banque mondiale pour l'heureuse initiative que constitue l'organisation en marge du One Planet Summit du présent forum dédié à l'investissement pour la Grande Muraille Verte sahélo-saharienne.

PNUD

Les volontaires communautaires du PNUD appuient les autorités maliennes contre la pandémie de Covid-19 au Mali

C'est dans un contexte sécuritaire et socio-économique déjà fragile, que la pandémie du Covid-19, crise sanitaire et humanitaire, affecte le Mali depuis 9 mois. L'accès aux services sociaux de base, et les moyens de subsistance des populations sont affectés, notamment chez les plus vulnérables, tels les personnes déplacées internes, les femmes, les jeunes et les enfants. Pour faire face à ces défis liés à la pandémie, le PNUD en partenariat avec le Programme Volontaire des Nations Unies et en appui au gouvernement du Mali dans son plan de réponse national composé de plusieurs axes d'intervention, dont l'engagement communautaire, a déployé 60 jeunes garçons et filles volontaires communautaires à Bamako et Mopti. Le rôle de ces jeunes volontaires communautaires est de sensibiliser et de mobiliser les communautés dont ils sont issus, pour la prévention contre la Covid-19 et ce dans les centres de santé, les mosquées et les marchés dans les nombreux quartiers de Bamako et Mopti.

UNHCR

La violence au Sahel déplace 2 millions de personnes à l'intérieur de leur pays

Le HCR, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, appelle à la fin de la violence incessante au Sahel africain, qui a déplacé plus de deux millions de personnes à l'intérieur des frontières de leur pays pour la toute première fois. Le Sahel [...] abrite certains des pays les moins développés du monde, et les communautés qui accueillent les personnes déplacées ont atteint un point de rupture. Les besoins augmentent dans une région où convergent de multiples crises, notamment les conflits armés, l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire, les changements climatiques et la pandémie Covid-19. L'extrême vulnérabilité du Sahel a été mise à nu par l'impact des déplacements forcés, causés par la violence généralisée et effroyable perpétrée par les groupes d'insurgés armés et les gangs criminels. La réponse humanitaire est dangereusement débordée, et le HCR exhorte la communauté internationale à redoubler son soutien à la région. Les États doivent agir maintenant pour aider les pays du Sahel à s'attaquer aux causes profondes de ce déplacement forcé, pour stimuler le développement stratégique et durable et pour renforcer les institutions telles que les écoles et les hôpitaux, dont beaucoup ont fermé en raison de la violence continue. La situation s'est aggravée en raison de la pandémie Covid-19.